

**PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES  
POUR 2014-2019**

**PROJETS DE LOIS DE FINANCES ET DE FINANCEMENT DE LA  
SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2015**

**AVIS DU HAUT CONSEIL DES FINANCES  
PUBLIQUES**

**Audition de Didier Migaud, président du HCFP,  
par la commission des finances de l'Assemblée nationale**

**1<sup>er</sup> octobre 2014**

# 1/ Projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014-2019

# A/ L'estimation du PIB potentiel

# Des notions centrales mais fragiles, une mesure incertaine

4

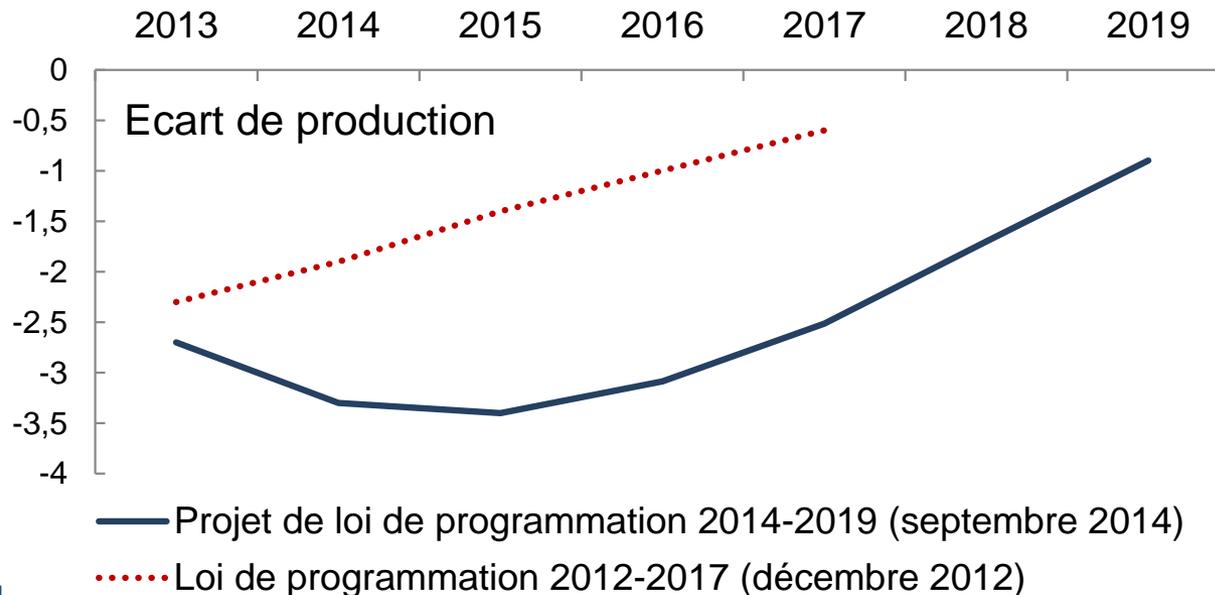
- Pour la première fois, le HCFP se prononce sur l'estimation du PIB potentiel
  
- Le PIB potentiel, la croissance potentielle et l'écart de production sont des notions à la fois
  - ▣ **centrales** en matière de gouvernance des finances publiques au niveau européen
  - ▣ **fragiles** car il ne s'agit pas de données statistiques ou comptables mais du résultat d'un modèle économique

# Des hypothèses de croissance potentielle acceptables

## Un écart de production plus faible ne peut pas être exclu

5

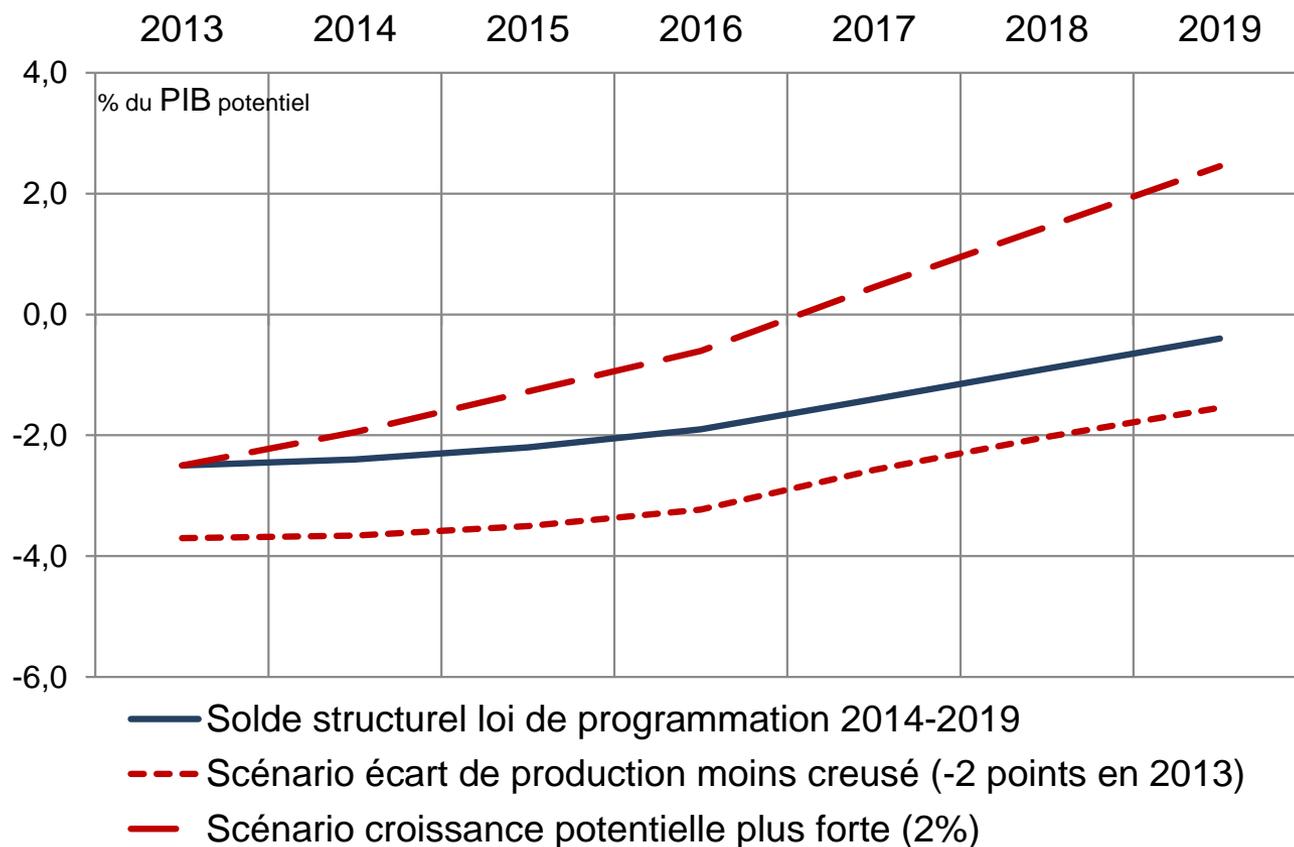
en % / % du PIB potentiel	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Croissance potentielle</b>	1,1	1,0	1,0	1,1	1,3	1,2	1,1
<b>Ecart de production</b>	-2,7	-3,3	-3,4	-3,1	-2,5	-1,7	-0,9



01/10/2014

# Un écart de production moins creusé se traduirait par un solde structurel plus dégradé sur toute la période

6

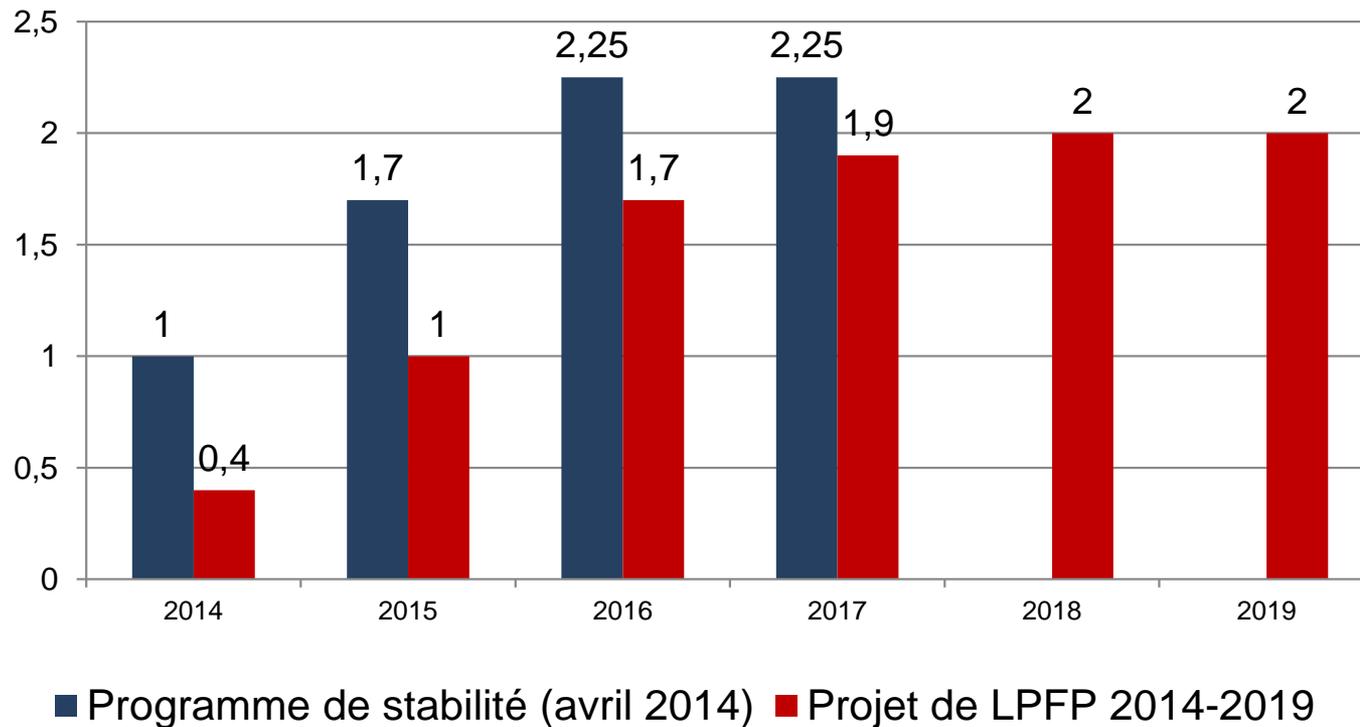


# B/ Les prévisions macroéconomiques

# Un scénario moins optimiste que celui présenté dans le programme de stabilité d'avril 2014...

8

Prévision de croissance (en %)



## ... mais qui comporte des fragilités et reste entouré d'un certain nombre d'aléas

9

- **A moyen terme, les prévisions reposent sur des hypothèses favorables quant à**
  - ▣ l'environnement extérieur
  - ▣ l'effet des politiques économiques sur la compétitivité des entreprises françaises, l'investissement et l'emploi
  
- **Le scénario reste entouré d'un certain nombre d'aléas concernant notamment**
  - ▣ le risque d'une reprise du commerce mondial moins rapide que prévu
  - ▣ le risque d'une reprise de l'investissement moins marqué

# C/ La cohérence de la trajectoire de finances publiques avec l'OMT et les engagements européens de la France

# Une programmation qui n'est pas cohérente avec les engagements européens de la France

11

<b>Engagements européens Programme de stabilité (avril 2014)</b>	<b>Nouvelle trajectoire Projet de LPFP 2014-2019 (septembre 2014)</b>
Ajustement structurel de 0,8 point de PIB en 2014 et en 2015	Ajustement structurel de 0,1 point de PIB en 2014 et de 0,2 point de PIB en 2015
Ajustement structurel d'au moins 0,5 point de PIB par an à partir de 2016	Ajustement structurel de 0,3 point de PIB en 2016
Déficit effectif en-deçà de 3% du PIB en 2015	Déficit effectif en-deçà de 3% du PIB en 2017
OMT atteint en 2017	OMT atteint en 2019

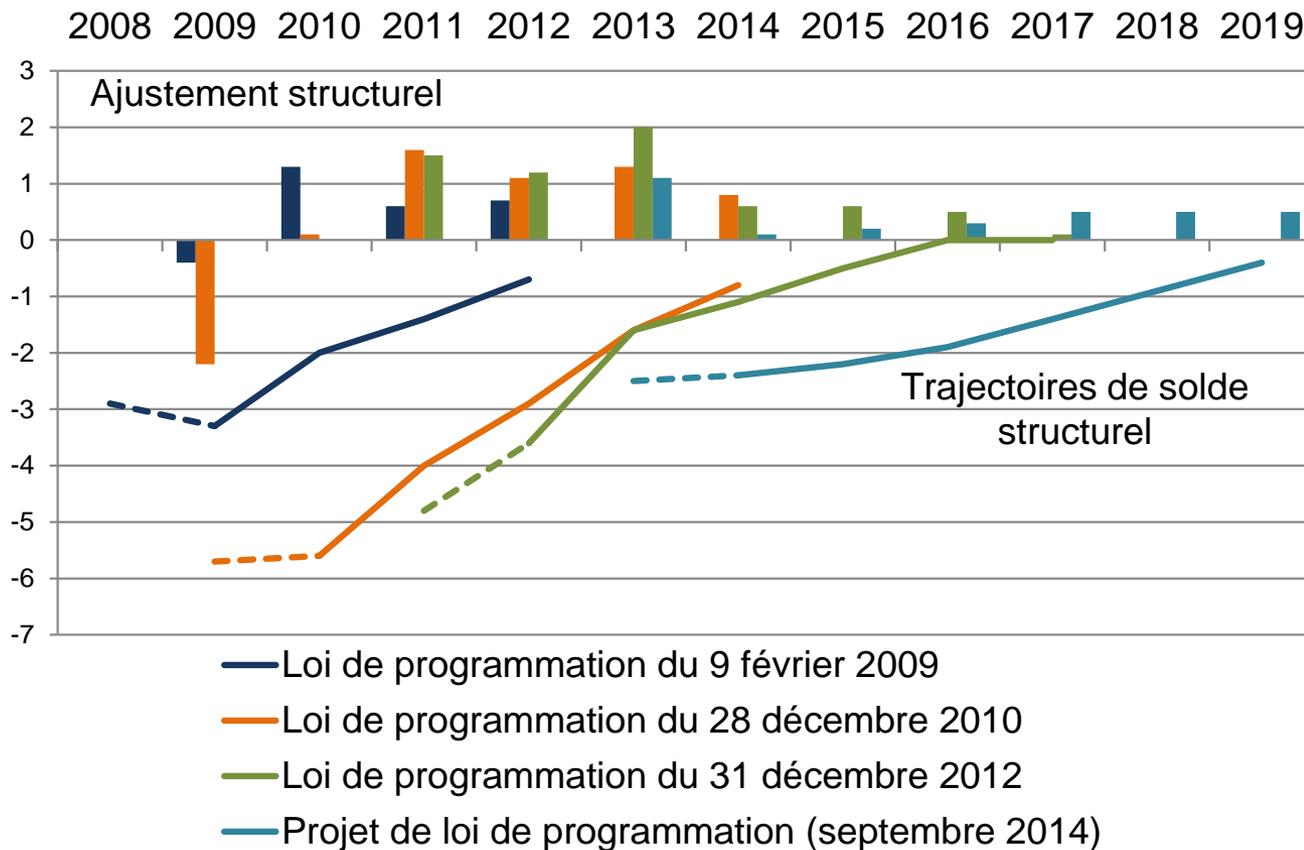
# Une amélioration lente du solde structurel

12

en % du PIB / PIB potentiel	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>Solde effectif</b>	-4,1	-4,4	-4,3	-3,8	-2,8	-1,8	-0,8
<b>Solde structurel</b>	-2,5	-2,4	-2,2	-1,9	-1,4	-0,9	-0,4
<b>Ajustement structurel</b>	1,1	0,1	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5

# Un OMT revu à la baisse à -0,4% du PIB et reporté à 2019

13



# Une nouvelle trajectoire dont le respect n'est pas acquis

14

- **Maintien des cibles en valeur inchangées (dépenses "normées") malgré la baisse des prévisions d'inflation**
- **L'atteinte des objectifs de dépenses suppose d'infléchir durablement la croissance de la dépense publique**
  - Accentuer les efforts déjà réalisés depuis 2011: objectif d'une croissance en volume de 0,2% en moyenne par an, après 0,7% entre 2011 et 2013 et 2,4% entre 2002 et 2010
  - Dépenses des administrations publiques: l'Etat ne dispose pas de tous les leviers pour la maîtriser (dépense locale, certaines dépenses sociales), malgré les nouvelles règles de gouvernance

## **2/ Projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2015**

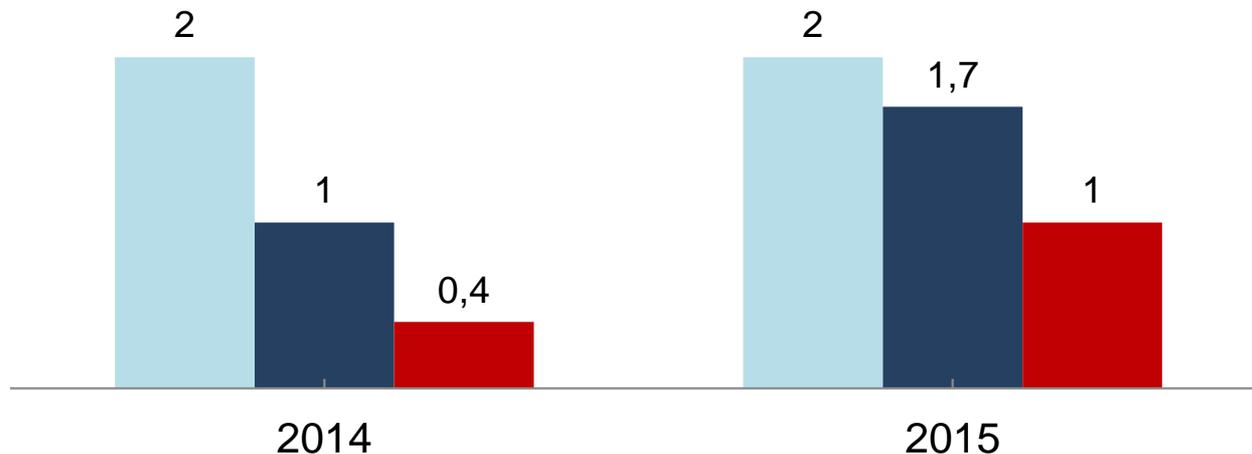
# A/ Les prévisions macroéconomiques

# 2014 : une prévision réaliste

## 2015 : une prévision optimiste

17

Prévisions de croissance (%)

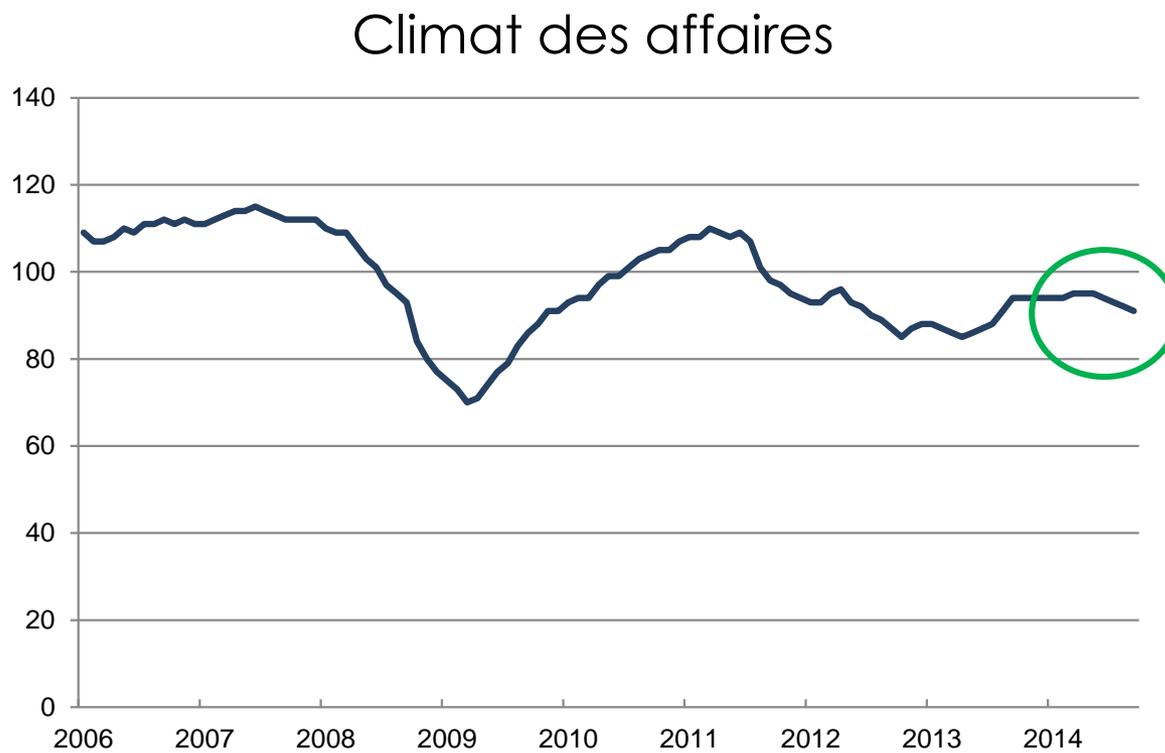


- Loi de programmation 2012-2017 (décembre 2012)
- Programme de stabilité (avril 2014)
- Projet de loi de programmation 2014-2019 (septembre 2014)

# Une croissance de 1% en 2015 implique un redémarrage rapide et durable que n'annoncent pas les enquêtes

18

- L'amélioration du climat des affaires s'est interrompue depuis le printemps



01/10/2014

Source: INSEE

## **B/ La cohérence des projets avec les orientations pluriannuelles de solde structurel**

# Le Gouvernement ne corrige pas l'écart "important" par rapport à la LPFP 2012-2017...

20

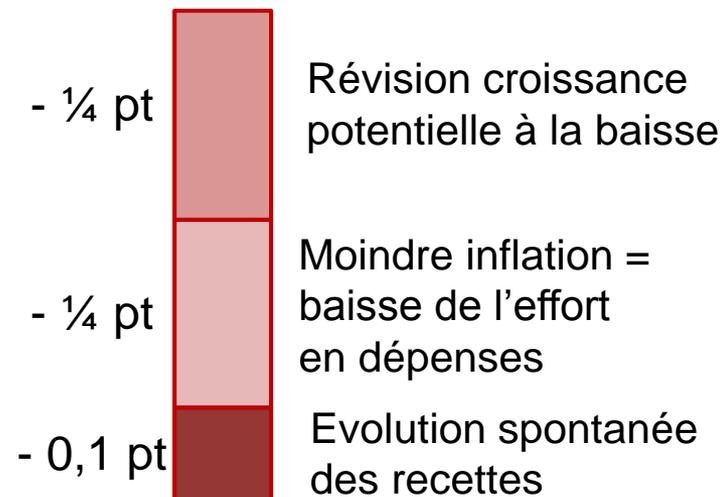
- ... il fait le choix de définir une nouvelle trajectoire, intégrant les déviations passées et fixant de nouveaux objectifs dont l'ambition est revue à la baisse

Ajustement structurel

en % du PIB potentiel	2014	2015
<b>LPFP 2012-2017</b>	0,6	0,6
<b>Programme de stabilité avril 2014</b>	0,8	0,8
<b>PLF pour 2015</b>	0,1	0,2

Ecart

Révision de l'ajustement structurel par rapport au programme de stabilité



# Un scénario de finances publiques cohérent avec la nouvelle programmation...

21

en % du PIB / PIB potentiel	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>Solde effectif</b>	-4,1	-4,4	-4,3
<b>Solde conjoncturel</b>	-1,6	-1,9	-2,0
<b>Solde structurel</b>	-2,5	-2,4	-2,2
<b>Ajustement structurel</b>	1,1	0,1	0,2

- ... mais dont le respect n'est pas totalement acquis